

BRÈVES ÉCONOMIQUES de Doha

LE CHIFFRE A RETENIR

24 Mds

En USD, la perte de revenus subie par le Qatar suite à l'arrêt des exportations de GNL sur les six derniers mois, selon Reuters

Une publication du SE de Doha
3 septembre 2026

L'Edito :

Alors que la rentrée politique française s'ouvre sur la construction de l'ultime budget du deuxième quinquennat du Président Macron, le Qatar a vu lui ses prévisions budgétaires pour l'année en cours être radicalement perturbées par la crise régionale qui dure depuis maintenant six mois. Le Qatar devrait ainsi connaître un déficit bien supérieur à ses prévisions en raison de l'effondrement de ses recettes publiques, majoritairement issues de ses exportations de gaz naturel liquéfié (GNL), mais dispose de marges de manœuvre pour y faire face. Au vu des incertitudes qui pèsent sur la région, l'Emirat devrait envisager son budget 2027 avec prudence, et accélérer sa stratégie de diversification des sources de recettes publiques.

Le budget 2026, publié le 9 décembre dernier dans le cadre de la loi N°26 de 2025, prévoyait initialement une augmentation contenue du déficit pour 2026, à 6 Mds USD (2,5 % du PIB) contre ~2 Mds USD (0,87% du PIB) en 2025. Établies sur la base d'un prix conservateur du baril de pétrole (55 USD), ces prévisions n'avaient évidemment pas intégré le risque d'une fermeture prolongée du détroit d'Ormuz et par effet d'entraînement l'arrêt quasi-complet des exportations d'hydrocarbures.

Les finances publiques du Qatar sont ainsi mises à rude épreuve par la chute drastique des exportations d'hydrocarbures, en particulier de GNL, qui ont généré 79 % des recettes publiques en 2025. L'arrêt des livraisons de GNL aurait représenté un manque à gagner pour le Qatar de près de 24 Mds USD sur les six derniers mois, selon Reuters. Les recettes publiques ont ainsi baissé de 27 % en glissement trimestriel au T1 2026, tandis que le déficit public a doublé pour s'établir à 2,8 Mds USD. Ces chiffres laissent présager un creusement du déficit aux T2 et T3 2026 puisque le T1 n'a accusé des perturbations que lors de son dernier tiers, la crise ayant débuté le 28 février.

En réaction à cet effondrement des recettes publiques, l'Etat qatarien a procédé à d'importantes coupes budgétaires. Selon le Financial Times, les ministères auraient vu leur budget réduit de 30 % en moyenne, tandis que l'aide internationale aurait quant à elle connu une coupe drastique de près de 85 %. Si le Qatar dispose de marges de manœuvre financières (« buffers ») importantes (faible taux d'endettement, réserves de la QCB significatives, surface financière de la QIA), que les crises successives auxquelles il a fait face (blocus régional de 2017 à 2021, Covid) l'ont incité à consolider, un prolongement du conflit sur plusieurs mois pourrait contraindre les autorités à mettre en place de nouvelles mesures. Durant le blocus, la QIA avait par exemple rapatrié 20 Mds de dollars afin de stabiliser le secteur financier domestique.

Le Qatar tente donc de jouer un rôle de premier plan dans les médiations entre les Etats unis et l'Iran, afin de permettre une réouverture durable du détroit et d'aborder ainsi son année budgétaire 2027 plus sereinement. Pour l'heure, les passages au niveau du détroit d'Ormuz se font au compte-goutte (environ une dizaine par jour au mois d'août contre entre 130 et 140 habituellement), selon les données de l'entreprise Kpler. Le 30 août, QatarEnergy (QE) a d'ailleurs prolongé sa clause de force majeure auprès de plusieurs de ses clients asiatiques et européens. Cette crise pourrait également accélérer la mise en œuvre par l'émirat de ses stratégies de diversification de ses sources de recettes publiques et de ses voies d'exportation, articulées autour de trois axes : le développement des activités de QE à l'étranger - à l'image du projet Golden Pass au Texas -, le développement de projets d'interconnexion ferroviaire avec des pays de la région et la construction de nouveaux gazoducs, et enfin la diversification de son économie à l'échelle nationale et l'augmentation de la pression fiscale, particulièrement faible à ce jour.

Actualités

Le PIB du Qatar s'est contracté de 7 % en glissement annuel au premier trimestre 2026, sous l'effet de la forte baisse de la production d'hydrocarbures dans le contexte du conflit régional. Les activités liées à l'exploitation d'hydrocarbures ont reculé de 25,8 %, tandis que le PIB des activités non-hydrocarbures a progressé de 3,5 %, témoignant d'une certaine résilience de l'économie domestique malgré le choc énergétique. ([Reuters](#))

Les exportations qatariennes de GNL ont chuté de 96 % sur les six premiers mois du conflit, selon une analyse de Reuters, entraînant une perte de recettes pour l'émirat estimée à 24 Md USD. Le Qatar n'a expédié que 18 cargaisons de GNL sur la période, contre 509 un an auparavant. ([Reuters](#))

QatarEnergy (QE) a prolongé jusqu'au début du mois de novembre la suspension de ses livraisons de GNL à l'énergéticien italien Edison, filiale du groupe français EDF, en invoquant la clause de force majeure. 5 cargaisons supplémentaires ont été annulées, portant à 29 le nombre total de cargaisons suspendues, soit environ 3,8 Mds de m³ de gaz. Fin août, QE a officiellement annoncé prolonger ses mesures de force majeure et ses annulations de cargaisons jusqu'en octobre, voire début novembre 2026, pour ses acheteurs européens et asiatiques (notamment le Pakistan et le Bangladesh). ([Bloomberg](#)) ([Reuters](#))

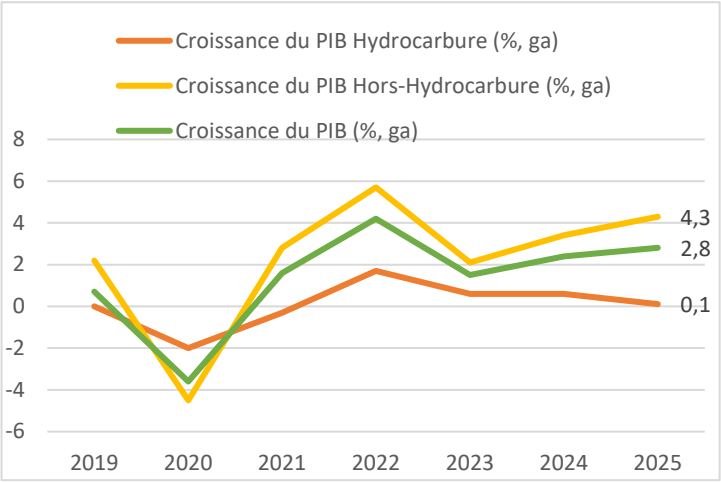
La Banque centrale du Qatar a procédé à l'émission d'obligations islamiques (*Government Ijarah Sukuk*), pour un montant de 5 Mds de QAR (~1,37 Md USD), répartis en deux tranches de 2,5 Mds QAR arrivant respectivement à échéance en janvier 2029 et août 2030. Les souscriptions ont atteint 5,5 Mds QAR avec des taux de 4,75 % pour la première tranche et 4,9 % pour la deuxième, soit un taux de couverture de 110 %, témoignant d'une demande soutenue pour la dette souveraine qatarienne. ([Qatar Tribune](#))

Le Qatar Investment Authority (QIA) a mené, conjointement avec Koch Disruptive Technologies (KDT), un tour de financement de série D de 200 M USD pour l'entreprise américaine Gatik, spécialisée dans le transport autonome de marchandises. ([QIA](#))

Indicateurs macro

Croissance du PIB

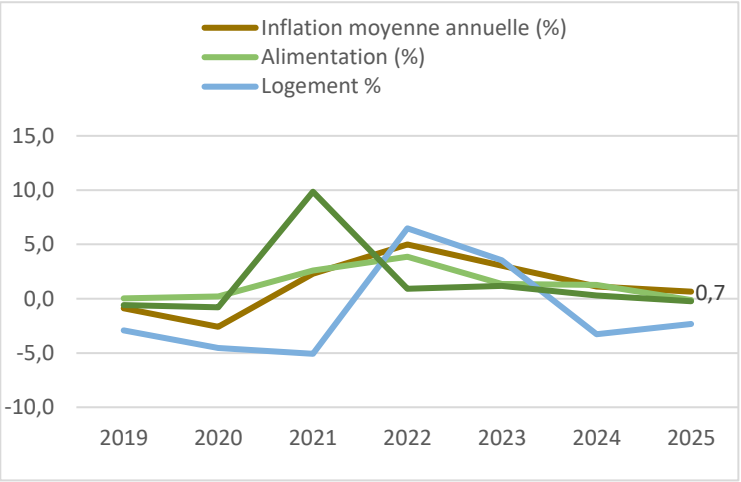
En 2025, la croissance du PIB du Qatar était de **2,8 %**, portée par une forte croissance des secteurs hors hydrocarbures.



Sources : FMI, SE de Doha

Inflation

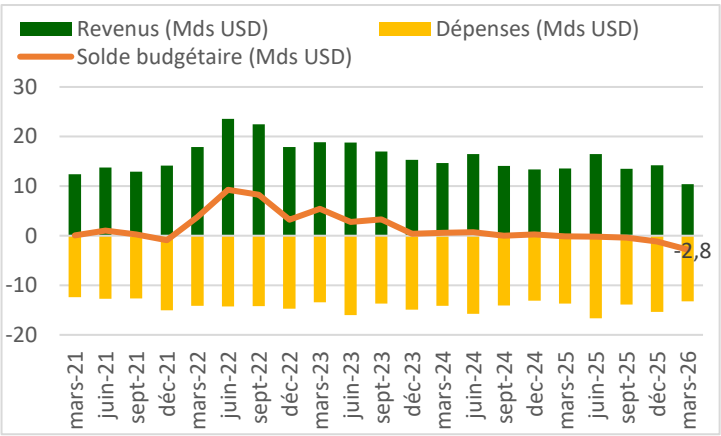
En juin 2026, l'indice des prix à la consommation a augmenté de **2,21 %** sur un an.



Sources : National Planning Council, SE de Doha

Solde budgétaire

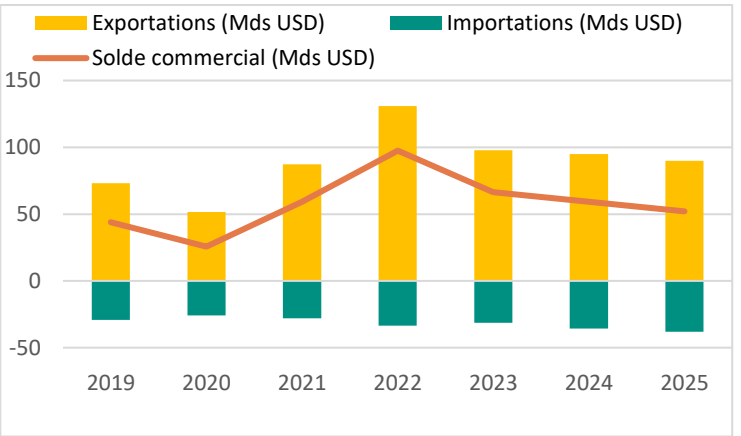
Le solde budgétaire était déficitaire à hauteur de **2,8 Mds USD** au T1 2026.



Sources : Ministère des Finances du Qatar, SE de Doha

Solde commercial

En 2025, la balance commerciale du Qatar était excédentaire à hauteur de **52 Mds USD**.



Sources : National Planning Council, SE de Doha

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Doha

Rédacteur : Barthélemy GADRET Pour se désabonner : barthelemy.gadret@dgtresor.gouv.fr

Pour plus d'actus sur l'activité du SE de Doha : [QATAR | Direction générale du Trésor \(economie.gouv.fr\)](http://QATAR | Direction générale du Trésor (economie.gouv.fr))

La revue de presse de Doha, réalisée à partir d'informations recueillies en sources ouvertes, est à but strictement informatif. Le Service Economique de Doha décline toute responsabilité quant à l'utilisation qui pourrait être faite des informations qu'elle contient.